



8 rue des Cuirassiers 67110 REICHSHOFFEN

Siret 216 703 884 00017

Règlement de la consultation

ACCORD-CADRE FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ NATUREL

Assistance : Studen
Tél : 06 28 97 32 35
Mail : pirotte@studen.fr

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :
Mardi 13 Mai 2025 à 12 HEURES

SOMMAIRE

1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE	3
2 – ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	3
3 – DURÉE / DÉLAI DE L’ACCORD CADRE	3
3.1 Durée	3
3.2 Délai de livraison de la fourniture	4
4 - DÉCOMPOSITION EN LOTS	4
5 - VARIANTES	4
6 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	4
7 - GROUPEMENTS D’ENTREPRISES	4
8 – CONFIDENTIALITÉ	4
9 - DOSSIER DE CONSULTATION	5
9.1 Conditions d’obtention du dossier de consultation	5
9.2 Dossier à produire par les candidats	5
9.3 Conditions d’envoi des propositions	7
9.4 Dépôt par voie dématérialisée	7
10 - AUTRES RENSEIGNEMENTS	9
10.1 Modification du cahier des charges	9
10.2 Personnes à contacter	9

1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre concerne :

- **Fourniture de l'énergie électrique** active garantie à l'alimentation en continu de la totalité des besoins avec les Contrats d'Accès aux Réseaux souscrits par le fournisseur, la responsabilité d'équilibre, les CEE et les services associés, pour les sites de la Commune de Reichshoffen, pour les bâtiments publics et l'éclairage public.
- **Fourniture du gaz naturel** avec les composantes d'acheminement, les CEE, les coûts de gestion et de stockage, de modulation avec les services associés pour les sites de la Commune de Reichshoffen, pour les bâtiments publics concernés.

2- ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

- Le présent contrat est un accord-cadre multi attributaire passé selon les modalités de l'appel d'offres ouvert en application des articles R2161-2 à R2161-4 du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique
- L'accord-cadre est conclu avec seulement un maximum en quantité, conformément à l'article R2162-4 2° du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique modifié par décret n°2021-1111 du 23/08/2021 art.2
- L'accord-cadre donnera lieu à la conclusion des marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R2162-7 à R2162-12 du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Le dossier de consultation est constitué des pièces suivantes :

- le contrat d'accord-cadre (valant acte d'engagement)
- Annexes : cotation indicative et cadre de réponse technique
- le présent Règlement de Consultation (RC),
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) des lots 1 à 2
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures

et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 . Ce document d'ordre général n'est pas joint matériellement au marché, mais il est téléchargeable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>. Les candidats déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter. Il est applicable pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé par le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Les pièces administratives et techniques, le RC, le CCAP, les 2 CCTP demeurent communs à l'accord-cadre et à tous les marchés subséquents.

- Conformément au 2° de l'article R2162-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu :
 - Quantité maximum pour l'électricité pour le lot 1 de : 2 000 MWh / an
 - Quantité maximum pour le gaz naturel pour le lot 2 de : 5 000 MWh / an

3- DURÉE / DÉLAI DE L'ACCORD-CADRE

3.1 • Durée

L'accord-cadre a une durée de validité de quatre ans à compter de la date de notification.

La durée des marchés passés sur la base de l'accord-cadre sera fixée dans les marchés subséquents. Le délai d'exécution du dernier marché subséquent ne peut excéder de plus de 08 mois la date limite de validité de l'accord-cadre.

3.2 • Délai de livraison de la fourniture

Les délais à respecter sont spécifiés dans les différents marchés subséquents.

4- DÉCOMPOSITION EN LOTS

➤ DÉCOMPOSITION EN LOTS

L'accord-cadre est décomposé en 2 lots :

LOT 1	ÉLECTRICITÉ	80 sites HTA / BT / C5 1 000 MWh estimés / an
LOT 2	GAZ NATUREL	11 sites T2 / T3 2 500 MWh estimés / an

➤ CLASSIFICATION CPV :

09310000-5 – Électricité

09123000-7 – Gaz naturel

5- VARIANTES

Les variantes libres à l'initiative du fournisseur ne sont pas autorisées.

Le pouvoir adjudicateur peut demander des variantes qu'il attribuera ou non

6- DÉLAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres à l'accord-cadre est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Le délai de validité des offres de prix de chaque marché subséquent sera défini conformément à l'article 2.1 du CCAP.

7- GROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les groupements momentanés d'entreprises sous forme solidaire ou conjointe sont autorisés. Quelle que soit la forme du groupement, un mandataire est désigné dans le contrat d'accord-cadre. Le mandataire est dans tous les cas, solidaire de chacun des membres du groupement pour les obligations contractuelles en ce qui concerne l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

La composition du groupement ne peut, conformément à l'article R2142-26 du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché à l'exception de l'hypothèse mentionnée au même article.

Conformément à l'article R2142-21 du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres pour un même lot, en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements.

8- CONFIDENTIALITÉ

L'attention du candidat est appelée sur l'engagement de confidentialité souscrit à l'occasion du dépôt de sa candidature et de son offre ou de ses offres.

9- DOSSIER DE CONSULTATION

9.1 • Conditions d'obtention du dossier de consultation

Le dossier de consultation sera accessible gratuitement et uniquement via la plateforme de dématérialisation à l'adresse <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

9.2 • Dossier à produire par les candidats

- Les candidats doivent produire les pièces suivantes rédigées en français, complétées, datées et signées par une personne habilitée à engager l'entreprise (inscrite sur la liste figurant dans le dossier du candidat).
- Conformément aux articles R2144-2, R2144-6 du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature, des pièces ou informations absentes ou incomplètes, dans un délai de 10 jours francs à compter de sa demande, par voie électronique.
- **Unité monétaire** : Les candidats sont informés que la personne publique conclut le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

Pièces de candidature
La lettre de candidature DC1 (disponible à l'adresse suivante : . https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat
Le formulaire DC2 actualisé, disponible à l'adresse suivante : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat ou une déclaration sur l'honneur, en application de l'article R2143-3 du CCP
Mention du placement en redressement judiciaire, le cas échéant
La liste des personnes habilitées à engager l'entreprise candidate avec délégation de pouvoir .
Les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail concernant les entreprises établies à l'étranger ou les entreprises employant des salariés étrangers.
Une attestation d'assurance responsabilité civile valide, précisant l'étendue des garanties
<p>Les attestations et certificats en cours de validité délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - certificat fiscal, justifiant du paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés, - certificat attestant de la régularité de la situation du candidat au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (entreprises d'au moins 20 salariés). - l'attestation de vigilance Urssaf datant de moins de 6 mois (NB : Le titulaire devra fournir une attestation URSSAF tous les 6 mois à compter de la notification du marché établissant qu'il s'acquitte de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement de ses cotisations sociales). <p>Ces documents sont relatifs à la situation fiscale de l'entreprise candidate au 31 décembre de l'année précédente. Ils peuvent être produits sous forme de photocopies lisibles ; dans ce cas, ils doivent être certifiés conformes à l'original. Cette certification doit être datée et signée de manière originale par une personne habilitée à engager l'entreprise.</p> <p>Les candidats établis dans un autre pays que la France doivent produire un certificat relatif aux obligations fiscales et sociales établi par les administrations et organismes de son pays.</p> <p>Toutefois, s'il n'existe pas de certificat officiel, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.</p>

Le dernier bilan, le compte d'exploitation et le rapport du commissaire aux comptes ; le chiffre d'affaires des 3 dernières années, disponibles.

La copie de l'autorisation de fourniture d'électricité ou copie de la demande d'autorisation délivrée par le ministère, en cours de validité, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Un dossier de présentation de l'entreprise précisant ses expériences en matière de prestations similaires permettant d'évaluer les capacités techniques et professionnelles, ses moyens techniques et en personnes en précisant s'il est fait recours, le cas échéant à la sous-traitance.

Des références et/ou des attestations de capacité pour des prestations similaires à la présente consultation (nature et durée) avec indication des coordonnées d'un contact (recommandé).

Tout autre document que le candidat jugera utile à l'appui de sa candidature et de son offre comme la déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé, les autorisations et agréments divers, des documents techniques, etc.

Pièces de l'offre

Le contrat d'accord-cadre (ayant valeur d'acte d'engagement).

Il doit être dûment rempli, complété, daté et signé par une personne habilitée, sans réserve, sans ajout, rature ou surcharge.

Nota : Alors qu'un acte d'engagement signé était auparavant requis de l'opérateur économique soumissionnaire lors du dépôt de son offre, sa signature n'est plus aujourd'hui requise qu'au stade de l'attribution de l'accord cadre et du marché subséquent. Cependant, dans le but d'alléger les délais de procédure, il est conseillé aux candidats de renvoyer l'acte d'engagement dûment signé, dès le dépôt de son offre. En cas de candidature groupée, il est rappelé qu'un acte d'engagement unique est rempli pour le groupement d'entreprises.

Un mémoire technique détaillant les critères suivants

Critères	Points
A – Valeur technique de l'offre	80
A1 – Qualité d'exécution des prestations	35
A2 – Qualité de l'outil de suivi des consommations	25
A3 – Facturation	20
B – Prix de l'offre (2 BPU joints pour cotation indicative)	10
C – Politique environnementale	10

Critère A : Valeur technique de l'offre

Sous critère A1 : Qualité d'exécution des prestations,

- Modalité et délais de suivi des demandes clients, (raccordement de nouveaux sites)
- Gestion des optimisations des coûts d'accès aux réseaux
- Qualité de la relation clientèle : interlocuteurs dédiés et suppléants (compétence, disponibilité, réactivité).

Sous-critère A2 : Qualité de l'outil de suivi des consommations,

- Fonctionnalité de l'outil de suivi en ligne (simplicité, visibilité du contenu et des graphismes, alerte sur les dérives des consommations...),

Sous-critère A3 : Facturation,

- Modalités de facturation, modalités de régularisation des erreurs de facturation

Critère B : Prix de l'offre

Architecture du prix unitaire de l'électricité :

- Prix moyen unique ou horosaisonnier, ferme non actualisable, non révisable
- Coûts, taxes, charges, certificats, contributions, et mécanismes facturés à l'euro/l'euro selon les modalités réglementaires applicables

Architecture du prix unitaire du gaz naturel :

- Prix moyen unique, ferme non actualisable, non révisable

- Coûts, taxes, charges, certificats, contributions, et mécanismes facturés à l'euro/l'euro selon les modalités réglementaires applicables
- Coût unitaire global
 - o Consultation indicative (compléter les BPU)

Critère C : Politique environnementale de l'entreprise

-La politique environnementale de l'entreprise : ensemble des actions menées par les candidats en matière de politique environnementale.

Le cadre de réponse technique complété

Un exemple de facture

9.3 • Conditions d'envoi des propositions

Date limite de réception
Mardi 13 Mai 2025 à 12H00

Les offres seront envoyées UNIQUEMENT via la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante :

<https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

Les soumissionnaires doivent préciser une adresse mail valide pour toute communication dématérialisée.

Cette adresse mail devra être disponible et opérationnelle pour les marchés subséquents.

Pour les modalités pratiques de constitution et de transmission électronique des plis, le candidat devra se conformer aux dispositions de l'article 10-4 du présent règlement.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs.

9.4 • Dépôt par voie dématérialisée

Le candidat est vivement invité à parcourir l'ensemble des dispositions de cet article avant d'entreprendre une réponse au format électronique.

La transmission électronique des plis est effectuée exclusivement sur le profil d'acheteur de l'Université à l'adresse suivante : **<https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>**

Les prérequis techniques (équipement matériel et logiciel nécessaire, format de fichiers acceptés, certificat électronique permettant la signature électronique obligatoire et sécurisée de l'offre par le soumissionnaire) pour le dépôt d'une offre par voie électronique sont précisés sur :

<https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>.

Une plateforme de test est également à disposition des candidats sur PLACE pour vérifier les prérequis.

Le pli doit contenir les pièces définies au présent règlement de la consultation, à savoir :

- 1- Les pièces de candidature,
- 2- Les pièces de l'offre (en cas de marché alloti et réponse à plusieurs lots, joindre un mémoire technique et une offre de prix spécifique à chaque lot ; idem en cas de marché ouvert aux variantes).

N.B : Les pièces exigées à l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (attestations fiscales et sociales, déclaration d'assurance...) pourront être déposées sur la plateforme PLACE au moment du dépôt du pli, ou par voie électronique par le seul attributaire au moment de l'attribution du marché / de l'accord-cadre.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Afin de limiter le poids des fichiers transmis et de faciliter la transmission et l'analyse des documents, il est préconisé d'envoyer les documents au format Word, Excel ou PDF non scanné.

- **Anti-virus**

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Signature électronique (cf. annexe 1 relative à la signature électronique en fin du présent document)

La signature électronique n'est pas exigée au moment de la remise des plis.

En effet, il est rappelé que l'acte d'engagement signé ne sera exigé que des attributaires, au terme de la procédure afin de formaliser l'accord-cadre.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- **Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

- **Communication entre le pouvoir adjudicateur et les candidats**

L'ensemble des communications (questions en cours de consultation, demande de complément d'information en cours d'analyse, attribution, offre(s) non retenue(s), notification, etc...) **se feront exclusivement sur la plateforme : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>**

Engagement du signataire :

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature. Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

10- AUTRES RENSEIGNEMENTS

10.1 • Modification du cahier des charges

La Commune de Reichshoffen se réserve la possibilité d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

10.2 • Personnes à contacter

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats peuvent, au plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres, faire parvenir leur demande via la plateforme **sur la plateforme** :

<https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

Une réponse sera adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

Fait à REICHSHOFFEN, le 10/ 04/ 2025

Le Maire
Hubert WALTER